

Une économie de faillite et de famine

par Hugues Bousquet

« Sachez que c'est le Seigneur qui est Dieu ;
c'est lui qui nous a faits, et non pas nous-mêmes » (Ps 99).

Introduction

L'ABBÉ MEINVIELLE explique qu'on peut distinguer dans l'homme quatre formalités essentielles : une formalité divine ou surnaturelle s'il est en état de grâce, une formalité humaine ou rationnelle, une formalité animale ou sensible et une formalité de chose ou de réalité. Ces formalités s'articulent de façon hiérarchique :

L'homme est quelque chose pour sentir comme *animal* ; il sent comme animal pour raisonner et comprendre comme *homme* ; il raisonne et comprend comme homme pour aimer Dieu comme *Dieu*.

Il peut alors s'élever depuis la réalité la plus infime jusqu'à Dieu par participation ; il peut se contenter d'être simplement *homme*, comme il arriva avec le rationalisme de l'époque classique ; il peut devenir un *animal*, comme ce fut le cas avec l'homme du 19^e siècle ; il peut simplement être une *chose* à quoi s'efforce de le réduire la dictature prolétarienne ¹.

Depuis la fin de l'époque médiévale, les révolutions successives ont détourné l'homme de sa destinée et de ce qu'il est. Le communisme parachève ce processus révolutionnaire et fait de lui « un pur instrument de production des biens économiques ² ». Et qu'ont-ils vendu à l'homme pour qu'il renonce « à sa dignité de chrétien, à sa dignité d'homme, à sa dignité d'animal [et] se contente d'être un engrenage de la grande machinerie que devient la cité communiste ³ » ? Ils lui ont dit qu'il y avait un *sens de*

¹ — Abbé Julio MEINVIELLE, *Le communisme dans la révolution antichrétienne*, Iris, 2009, p. 41.

² — Abbé Julio MEINVIELLE, *ibid.*, p. 56.

³ — Abbé Julio MEINVIELLE, *ibid.*, p. 10.

l'histoire qui devait aboutir inéluctablement à la constitution de sociétés égalitaristes, sans classes, sans propriété privée ¹, dans lesquelles l'État redistribuerait à chacun selon ses besoins, l'illusion d'un paradis terrestre, en somme.

Les promesses de bonheur matériel sont donc immenses et si l'homme n'est plus qu'un *instrument de production* de biens économiques, si toute son énergie, tout son être sont consacrés à l'activité économique, si la société s'organise autour de cela et pour cela, n'est-il pas permis de croire que la doctrine communiste portera au moins des fruits dans ce domaine de la matière qu'elle prétend saisir mieux que quiconque ? Nous verrons que non.

Considérons d'abord les principes de l'économie marxiste. Une seconde partie examinera les résultats de leur application.

Quelques principes d'économie marxiste

En suivant l'abbé Meinvielle (*Le communisme dans la révolution antichrétienne* ²) et Marcel Clément (*Le communisme face à Dieu* ³), nous pouvons résumer les principes de l'économie marxiste en six points.

1. Le matérialisme historique

Le matérialisme historique est l'application du matérialisme dialectique (philosophie marxiste ⁴) à l'histoire. L'histoire évolue vers le progrès, il y a un sens de l'histoire. Pour étayer cette affirmation, Marx prétend que « le développement de l'humanité n'est qu'une partie du développement de la

¹ — Voici ce que Karl Marx et Friedrich Engels enseignent : « L'abolition des rapports de propriété qui ont existé jusqu'ici n'est pas le caractère distinctif du communisme. Les rapports de propriété ont tous subi de continuel changements, de continues transformations historiques. La Révolution française, par exemple, a aboli la propriété féodale au profit de la propriété bourgeoise. Ce qui distingue le communisme, ce n'est pas l'abolition de la propriété en général, mais l'abolition de la propriété bourgeoise. Or, la propriété privée moderne, la propriété bourgeoise, est l'ultime et la plus parfaite expression du mode de production et d'appropriation qui repose sur des antagonismes de classe, sur l'exploitation des uns par les autres. En ce sens, les communistes peuvent résumer leur théorie dans cette formule unique : abolition de la propriété privée. » (*Manifeste du Parti communiste*, https://www.ucc.ie/archive/hdsp/Literature_collection/Manifest_French.pdf, p. 18, version numérique.)

² — Abbé Julio MEINVIELLE, *Le communisme dans la révolution antichrétienne*, Iris, 2009.

³ — Marcel CLÉMENT, *Le communisme face à Dieu*, NEL, 1968.

⁴ — Le matérialisme de Marx est évolutionniste et dialectique. Ce sont les notes principales de sa philosophie. Dire cela, « c'est dire non seulement que la matière est auto-dynamique, mais qu'elle évolue sous l'influence d'une perpétuelle opposition de forces [...] ; il n'y a de réel que le changement ». (Marcel CLÉMENT, *Le communisme face à Dieu*, p. 22.)

nature matérielle » et que « l'évolution sociale n'a jamais été autre chose qu'une suite de conflits, générateurs de progrès ¹ ». C'est une sorte de théologie matérialiste de l'histoire. De conflit en conflit, de révolution en révolution (esclaves contre patriciens, serfs contre seigneurs, bourgeois contre aristocrates, prolétaires contre bourgeois), l'humanité – matière devenue pensante – évolue vers une société sans classe où la dictature du prolétariat, c'est-à-dire l'État dans les mains du prolétariat organisé en classe dominante, supprimera la propriété privée, collectivisera les moyens de production et fournira à chacun selon ses besoins.

2. Définition marxiste de l'homme

Pour Marx, l'homme est un animal fabricant d'outils. Évidemment, Marx ne *définit* pas la nature humaine, le mot même d'*animal* ne signifie pas ici *être vivant sensible*. L'être des choses n'a pas de signification dans son système. C'est même une absurdité, car admettre l'existence d'une nature humaine, c'est admettre qu'il y a un Créateur ². Impossible, puisque Marx postule que la matière est auto-créatrice.

C'est une définition de ce qui dans l'esprit de Marx, remplace la nature : le « processus » humain. Ce qui caractérise la matière devenue pensante, c'est non pas le fait qu'elle pense, mais le fait qu'elle devient capable de s'équiper elle-même pour se produire plus parfaitement. [...] Karl Marx [...] ne voit plus dans l'intelligence raisonnable de l'homme le fondement d'une éminente dignité, mais seulement une capacité supérieure de la matière dans son effort pour se créer elle-même ³.

L'homme ne serait donc pas un *animal raisonnable* (à l'image de Dieu), mais un état de la matière en développement, matière devenue pensante. Lorsque Marx parle de l'homme, ce n'est jamais de la personne dont il s'agit. Il parle de la matière devenue pensante, capable de se prendre en charge, et considère que ce qui fait sa dignité, c'est sa « capacité auto-créatrice ⁴ ». On comprend ainsi les orientations politiques et économiques des communistes, les nombreux sacrifices de vies humaines consentis et souvent planifiés pour le bien futur d'un monde organisé selon leurs principes. Le matérialisme entraîne une fausse conception du bien commun qui dissout totalement la personne dans le *grand tout* de la matière pensan-

¹ — Marcel CLÉMENT, *Le communisme face à Dieu*, p. 28.

² — Le matérialisme affirme que la matière est auto-créatrice et en évolution. Il détruit toute science de l'être, à commencer par la métaphysique. Au contraire, admettre et définir la nature d'une chose, c'est atteindre son être.

³ — Marcel CLÉMENT, *Le communisme face à Dieu*, p. 30.

⁴ — Marcel CLÉMENT, *ibid.*, p. 100.

te. Au mieux, la personne ne sera jamais qu'un outil au service total de la société.

Le communiste change l'homme en *une chose* – une vis, un écrou – de la grande usine qu'est la société collective du prolétariat. [...] Le communisme tend au néant, à ce qui est purement informe, à être n'importe quoi sous la main toute-puissante de la dictature du prolétariat. Ce pouvoir colossal pressure l'homme et le transforme en engrenage d'une usine colossale. L'homme, l'homme individuel, perd *sa condition d'enfant de Dieu*, fait à l'image de Dieu et pour contempler Dieu. Il perd *sa condition rationnelle* de maître et de seigneur de la nature. Il perd aussi *sa condition animale* faite pour jouir des plaisirs sensibles. L'homme devient *une pure chose utile*, qui est utilisée ou jetée, selon que l'exige la grande usine collective ¹.

En réduisant l'homme à sa dimension économique, Marx ouvre les vannes d'un productivisme effréné.

3. Le travail et l'économie dans la conception marxiste

Marx définit l'histoire comme « la production de l'homme par le travail humain ² ». Marcel Clément explique la signification précise de ce postulat :

Lorsqu'il affirme que l'histoire du monde n'est que *la production de l'homme par le travail humain*, il ne veut pas dire que c'est chaque individu qui se crée par son propre travail. Il veut dire que tout ce qui est matière pensante est le produit de l'activité collective de l'humanité sans que rien de supérieur à l'homme puisse exister ou joue quelque rôle que ce soit dans le devenir du monde ³.

Ainsi, dans l'univers marxiste, tout est matière, uniquement matière. La matière est auto-dynamique (auto-créatrice) et en évolution. L'humanité elle-même n'est qu'un état de la matière en évolution. L'auto-dynamisme de la matière pensante (l'humanité), c'est le travail collectif qui permet à l'humanité de se créer plus parfaitement et, se créant elle-même, de se diviniser. Le travail a donc une valeur toute particulière :

Il tient bien logiquement dans la conception marxiste la même place centrale que tient l'Amour dans la réalité chrétienne. Dieu a créé l'homme par amour et c'est par amour que l'homme fait retour à celui qui est son principe et sa fin. Pour le matérialisme historique, l'humanité se crée elle-même par le travail, et c'est le travail qui constitue l'acte propre de l'homme, l'acte par lequel

¹ — Abbé Julio MEINVIELLE, *Le communisme dans la révolution antichrétienne*, p. 50.

² — Cité par Marcel CLÉMENT, *Le communisme face à Dieu*, p. 18.

³ — Marcel CLÉMENT, *ibid.*, p. 18.

l'humanité se produisant elle-même se déifie, ne devant qu'à elle seule sa création et son salut ¹.

Conséquence :

Marx va [...] établir une civilisation du prolétariat où la valeur suprême serait *le travail*. Le bien suprême de l'homme ne sera plus le surnaturel, ni la raison, ni la liberté, mais le travail manuel. L'homme travaillant uniquement *pour le travail*. Pour construire la grande civilisation du travail. L'homme travaille pour travailler. Le pur moyen érigé en fin ultime de la vie humaine. C'est l'aberration suprême ².

On comprend ainsi l'engagement obsessionnel des communistes dans les voies productivistes de l'industrialisation et de la collectivisation. L'économie est l'élément directeur des sociétés communistes. L'homme y est privé de vie surnaturelle, de vie politique et doit sacrifier son être à la production économique. L'État devient l'organisateur omnipotent et omniprésent de la vie économique et du travail en général.

4. Théorie marxiste de la valeur : la propriété, c'est le vol

D'où vient la valeur des choses ? Question fondamentale pour toute théorie économique. Fidèle à ses principes matérialistes, Marx enseigne que la seule valeur, c'est le travail social par lequel l'humanité réalise son auto-crédation. Il déclare que le travail est une force matérielle humaine transmise aux choses et il tire de ce raisonnement une conséquence très importante : la propriété privée est une aliénation.

Tout cela est dans la logique matérialiste. Si l'homme n'est que matière, son travail n'est que de la force matérielle. Il incorpore son travail, c'est-à-dire son essence même, aux objets qu'il fabrique. [...] Ainsi la valeur est une réalité matérialiste : le travail social. Si un bien dont la valeur est constituée essentiellement par le travail humain devient propriété d'un individu, voilà donc de l'humain qui est aliéné [...] puisqu'il appartient à un individu particulier et non à la collectivité. [...] En bref, la valeur des marchandises ne serait que la réalité matérielle du travail social coagulé et la propriété privée de ces biens correspond donc nécessairement à l'aliénation économique des exploités. Dans le régime de la propriété privée, le salarié est donc un exploité, le propriétaire un exploitateur ³.

Récapitulons : la valeur d'une chose, c'est le travail social concentré dans cette chose. La possession privée de cette chose est donc une aliéna-

¹ — Marcel CLÉMENT, *Le communisme face à Dieu*, p. 31.

² — Abbé Julio MEINVIELLE, *Le communisme dans la révolution antichrétienne*, p. 78.

³ — Marcel CLÉMENT, *Le communisme face à Dieu*, p. 55-56.

tion. La propriété privée des moyens de production – fruits d'un travail social et moyen de produire encore du travail social – est donc également une aliénation. Marx poursuit son raisonnement et considère logiquement que la plus-value opérée par les capitalistes, c'est-à-dire leurs bénéficiaires, est un vol. Voilà qui explique les harangues communistes dénonçant inlassablement l'exploitation des salariés. N'imaginons pas des salariés mourant de faim et dans l'impossibilité de se loger. Dans ce vocabulaire dialectique, le salarié est un exploité par essence et le patron ne peut être qu'un exploiteur cynique.

Pourtant, en réalité, le fondement de la valeur se trouve dans *l'utilité*¹ d'une chose, même si d'autres éléments interviennent comme le coût du travail ou la rareté des matières premières. Le travail accroît la valeur d'une chose, parce qu'il accroît son utilité. Il y a d'ailleurs d'autres causes de l'utilité que le travail, comme... le capital. Mais Marx refuse d'apprécier *l'utilité* d'une chose car l'utilité suppose une fin, un ordre et donc un Ordonnateur.

Notons que le marxisme, qui idolâtre le travail, méconnaît en même temps sa vraie valeur. Car, dans l'ordre naturel et, a fortiori, dans l'ordre surnaturel, le travail intelligent et utile favorise le développement de la personnalité et l'épanouissement des vertus morales.

La valeur du travail est estimée, en général, d'un point de vue matériel, en fonction de l'ampleur et de la qualité de la production. On ne tient pas compte de ces fruits que le travail produit *dans l'être humain*, comme si toute sa valeur se situait en dehors de l'homme².

Le travail est en effet un devoir pour l'homme, devoir qui s'impose en raison des nécessités de la vie, et aussi en raison du rôle considérable que le travail joue dans l'épanouissement de la personne humaine³.

Notre intelligence, notre volonté, nos sentiments, nos forces physiques, sont engagés dans le travail. Et c'est quand la totalité de ces facultés de l'homme participe au processus du travail, que se trouve de plain-pied réalisée l'image idéale du travailleur. Ébranler cet équilibre, ce sera toujours porter préjudice à l'homme et au travail lui-même⁴.

Ces quelques lignes extraites de *L'esprit du travail* du cardinal Wyszyński, constituent à elles seules une mise en accusation des organisations matérialistes (communistes ou capitalistes), si destructrices de la personnalité humaine. Mais ces considérations n'ont aucun sens d'un point de vue

¹ — L'utilité « est la qualité des choses qui servent de moyens pour permettre à l'homme d'atteindre les fins honnêtes, les fins morales de sa vie. » (Marcel CLÉMENT, *Le communisme face à Dieu*, p. 53)

² — Cardinal Stefan WYSZYŃSKY, primat de Pologne, *L'esprit du travail*, Cerf, 1957, p. 74.

³ — Cardinal Stefan WYSZYŃSKY, *ibid.*, p. 32.

⁴ — Cardinal Stefan WYSZYŃSKY, *ibid.*, p. 36.

marxiste. Pour Marx, « l'homme ne travaillerait pas pour son progrès spirituel, mais il posséderait une force spirituelle pour exécuter un travail ¹ ».

Ajoutons qu'à ces bienfaits naturels se superposent des bienfaits surnaturels : le travail nous rend participants à l'œuvre de la Rédemption.

Il n'est pas de travail qui ne comporte une peine et un fardeau qui puissent être offerts à Dieu en réparation des péchés des hommes. La peine du travail découle des perturbations causées par le péché originel dans la raison et la volonté, et qui sont en conflit avec les saintes lois du travail. Faut-il désirer se voir libéré complètement de cette peine salutaire ? Ne devons-nous pas plutôt l'offrir à Dieu, avec un sentiment de gratitude, parce que, grâce au devoir du travail, une occasion nous est donnée de corriger l'ordre lésé par le péché ? Accepter, avec docilité, cette part de la peine qu'une meilleure organisation du travail ne pourrait éliminer, c'est coopérer à la purification de notre esprit, de notre volonté et de nos sentiments ; autrement dit, c'est améliorer dans l'homme tout ce qui, par le travail, est susceptible d'amélioration ².

Mais cela a encore moins de sens pour un communiste, puisque, pour lui, il n'existe pas d'ordre surnaturel.

De plus, Marx refuse de considérer que la transformation de matières premières en produits finis, opérée par l'union du capital et du travail, accroît leur utilité en les adaptant à la demande des consommateurs, et augmente en conséquence la valeur de ces choses. Il refuse, par ailleurs, de voir qu'il y a une différence entre la valeur *du travail* (liée au coût d'entretien des ouvriers et de leur famille) et la valeur *ajoutée au produit* par ce même travail (liée à son utilité) ³. Or les communistes trouvent dans cette conception marxiste de la valeur la démonstration que la propriété privée est une injustice.

Pour Marx, le travail ne peut être aliéné dans les mains de quelques-uns, car il est le fait premier et fondamental générateur de vie matérielle de l'homme qui par lui s'autocrée. Les prolétaires – dont la définition est justement d'être des *travailleurs*, c'est-à-dire ceux qui n'ont d'autre réalité sociale que celle de produire par leur travail – exigent en vertu de leur condition, d'être désaliénés, c'est-à-dire de prendre le contrôle et la direction de la production. Ainsi, s'autocrée l'homme nouveau communiste dont la nécessité première sera le fait même de travailler pour créer des richesses, et pour autocréer une humanité nouvelle qui sera le produit de l'incessant progrès matériel et technique engendré par le travail ⁴.

¹ — Abbé Julio MEINVIELLE, *Le communisme dans la révolution antichrétienne*, p. 60.

² — Cardinal Stefan WYSZYNSKY, *L'esprit du travail*, p. 82.

³ — Marcel CLÉMENT, *Le communisme face à Dieu*, p. 58 à 60. Notons que cette augmentation de la valeur est consacrée en France par la TVA qui représente plus de la moitié des recettes de l'État.

⁴ — Abbé Julio MEINVIELLE, *Le communisme dans la révolution antichrétienne*, p. 59.

Derrière l'idée d'un travail social magnifié par le matérialisme dialectique, il y a donc toujours la lutte des classes, les expropriations et la collectivisation.

5. La lutte des classes : ressort dialectique de l'évolution

Il est impossible d'expliquer le communisme sans parler de la dialectique. Selon Marx, la dialectique est dans l'essence des choses (ce qui revient à dire que les choses n'ont pas d'essence). L'évolution des sociétés s'explique par la succession des conflits. Un état de la matière en évolution (*thèse*) génère par une loi d'interdépendance une opposition (*antithèse*). Le choc qui en résulte engendre une *synthèse*, nouvel état de la matière en évolution. Et le progrès de la société constitue à son tour la *thèse* d'un conflit à venir, qui sera lui-même générateur d'un progrès social.

Marx déclare que la propriété privée des moyens de production est le ressort dialectique de l'évolution. C'est elle qui suscite les antagonismes. Ainsi, l'existence de la classe des propriétaires – les exploités – engendre nécessairement la classe révolutionnaire – les exploités. De leur confrontation naît le progrès. Marx écrit :

Au moment même où la civilisation commence, la production commence à se fonder sur l'antagonisme des ordres, des États, des classes, enfin sur l'antagonisme du TRAVAIL ACCUMULÉ et du TRAVAIL IMMÉDIAT. Pas d'antagonisme, pas de progrès. C'est la loi que la civilisation a suivie jusqu'à nos jours. Jusqu'à présent, les forces productives se sont développées grâce à ce régime de l'antagonisme des classes ¹.

Marcel Clément résume :

En premier lieu, Marx admet qu'il est impossible à des hommes qui possèdent des biens de production de s'en servir de façon conforme à la raison, c'est-à-dire au profit bien ordonné de la communauté tout entière. L'homme est un animal fabricant d'outils, mais essentiellement livré à la concupiscence de l'instinct, comme tous les animaux. S'il possède des biens de production, il s'en servira nécessairement pour exploiter ceux qui n'en possèdent pas. Ceux-ci se révolteront contre les premiers. C'est donc la propriété privée des biens de production qui constitue, depuis les origines de l'humanité, le ressort dialectique de l'évolution sociale ².

Sans fournir une réfutation complète des théories marxistes, on peut noter que toute l'histoire du christianisme dément l'idée qu'il serait impossible à celui qui possède de faire part de ses biens aux autres. C'est sans doute difficile à cause du péché originel, mais l'exemple des saints prouve

¹ — Cité par Marcel CLÉMENT, *Le communisme face à Dieu*, p. 32.

² — Marcel CLÉMENT, *ibid.*, p. 32.

que ce n'est pas impossible. Saint Thomas, tout en légitimant la propriété privée, rappelle la distinction entre la juste possession et l'usage légitime des biens possédés :

Quant à l'usage, l'homme ne doit pas tenir les choses extérieures pour *privées*, mais bien pour *communes*, de telle sorte qu'il en fasse part facilement aux autres dans leur nécessité ¹.

Ce texte de saint Thomas sera repris et commenté par Léon XIII, dans *Rerum novarum*, et Pie XI, dans *Quadragesimo anno* ².

Quant à la dialectique, elle n'est ni dans l'essence des choses comme l'affirme Marx, ni dans la nature humaine. Les conflits dans l'homme et dans la société sont liés au péché originel. Lorsque les sociétés abandonnent le Christ, les hommes s'abandonnent à leurs instincts les plus vils et les conflits sont de plus en plus nombreux. Ces sociétés fonctionnent de plus en plus de façon dialectique, mais, avec la grâce de Dieu, cela peut changer. Cette dialectique n'est pas dans l'essence des choses. Marxistes et chrétiens ont deux visions du monde radicalement opposées :

Pour Marx, le conflit n'est pas la conséquence du péché ; il est la condition du progrès. Il n'est pas la conséquence du mal ; il est la condition du bien. C'est donc logiquement par la multiplication des conflits sociaux que l'on conduira l'humanité au terme de son effort : l'abolition du droit de propriété privée. [...] Marx décrit le *mal* comme étant le *bien*. Le principe de toute rédemption, c'est la haine fraternelle. Il faut avec soin rechercher les germes de toutes les contradictions sociales afin de pouvoir extérioriser les conflits et les porter à leur point suprême de violence. [...] Dans la réalité qui est naturelle et chrétienne, Dieu est amour, et le fruit de l'amour est le bonheur. L'infidélité de nos premiers parents a fait entrer dans le monde, avec leur refus d'amour, la souffrance et la mort. La contradiction est donc le fruit du péché. Mais la Rédemption est venue. En mourant sur la Croix, le Christ a remporté la suprême victoire sur la contradiction, celle qui juge toute l'histoire. En nous rachetant, il nous a mérité la grâce, non de ne plus souffrir, mais de pouvoir, par amour, offrir la souffrance. Il nous a mérité la grâce de pouvoir aimer nos ennemis, de pouvoir pardonner à ceux qui nous persécutent, de pouvoir bénir ceux qui nous maudissent. Ainsi, les fruits de la Rédemption nous permettent d'intérioriser les conflits et de trouver, dans l'amour divin, le secret de la force qui permet de rendre le bien pour le mal ³...

¹ — Saint THOMAS D'AQUIN, II-II, q. 66, a. 2, cité par LÉON XIII, *Rerum novarum*, Bonne presse, 1962, p. 97.

² — PIE XI, *Quadragesimo anno*, Bonne presse, 1962, p. 151 à 154.

³ — Marcel CLÉMENT, *Le communisme face à Dieu*, p. 41-42.

On comprend le déchaînement de violence qui accompagne, en pratique, la mise en place du communisme. Loin d'être accidentelle, cette violence est nécessaire au progrès dans le schéma matérialiste dialectique.

6. Technicisation, industrialisation et socialisation

Le travail, qui revêt une telle valeur dans le communisme, est un travail totalement déshumanisé, accompli par des travailleurs qui ne sont que des instruments, des « esclaves du travail ¹ ». Car la collectivisation du travail et la socialisation de ses fruits impliquent naturellement l'industrialisation et la technicisation de la société, rendant la vie plus inhumaine encore.

La technique, écrit l'abbé Meinvielle, peut être conçue soit pour devenir un *instrument* utile à l'homme pour les fins de sa vie, soit au contraire pour suivre un développement tellement démesuré qu'elle absorbe ses fins, devenant elle-même *la fin* de la vie humaine et faisant de l'homme un prolongement d'elle-même ².

Évidemment, le communisme appellera de ses vœux ce développement démesuré de la technique car il coïncide avec sa philosophie, avec ses objectifs théoriques de progrès social et d'auto-crédation de l'humanité par le travail collectivisé, et avec sa définition de l'homme. L'industrialisation et la technicisation seront également utilisées comme moyen de créer un prolétariat industriel quand il n'existe pas. Marx et Engels enseignent :

Avec le développement de l'industrie, le prolétariat ne fait pas que s'accroître en nombre ; il est concentré en masses plus importantes ; sa force augmente et il en prend mieux conscience. Les intérêts, les conditions d'existence au sein du prolétariat, s'égalisent de plus en plus, à mesure que la machine efface toute différence dans le travail ³.

Dans la théorie marxiste, le prolétariat est la catégorie sociale idéale, car elle est considérée comme révolutionnaire par essence. Elle est donc nécessaire à l'accomplissement des « prophéties » de Marx ; tellement nécessaire que Lénine lui-même s'autorisa quelques alliances qui, de prime abord, peuvent sembler contre-nature. Robert Conquest raconte :

Comme le dit Lénine en 1921, en raison de l'effondrement de la production industrielle, « le prolétariat avait cessé d'exister en tant que classe », et les

¹ — Abbé Julio MEINVIELLE, *Le communisme dans la révolution antichrétienne*, p. 60.

² — Abbé Julio MEINVIELLE, *ibid.*, p. 96.

³ — *Manifeste du Parti communiste*, https://www.ucc.ie/archive/hdsp/Literature_collection/Manifest_French.pdf, p. 13 (version numérique). Dans ce passage, Marx et Engels décrivent l'économie bourgeoise dans la perspective du matérialisme historique pour démontrer l'issue inéluctable de la lutte des classes entre prolétaires et bourgeois. Dans les pays qui seront dirigés par les communistes, l'industrialisation sera utilisée de la même façon pour créer un prolétariat industriel.

capitalistes qui y étaient autorisés devaient aider à la « reconstitution de la classe prolétaire industrielle ». A un moment, il soutint même que les gros capitalistes pouvaient servir d'alliés ¹.

L'économie marxiste en pratique

Que donna, en pratique, l'application de ces principes marxistes ?

Il suffit de prendre quelques exemples, dans des lieux aussi différents que l'URSS, la Chine ou l'Angola et à des époques aussi variées que possible, pour prouver que l'échec communiste en matière économique est universel. Mais, pour saisir avec plus d'acuité le lien entre les principes économiques marxistes et leurs conséquences pratiques, nous nous intéresserons surtout à trois périodes successives de l'histoire de l'URSS : la période léninienne (fin 1917 à 1923) ; la période de la Nouvelle Politique Économique (1921–1929) et enfin la période de la collectivisation forcée de l'ère stalinienne (1929–1934).

1. Période léninienne (fin 1917–1923)

Alors que Marx était un intellectuel, Lénine était un homme d'action. Le disciple fut-il fidèle au maître dans la mise en œuvre de la révolution ?

[Lénine] se libéra de tout ce qui, dans la pensée de Marx, était souci purement spéculatif. Il retint fondamentalement la vision historique, mais au lieu de considérer cette vision comme la prophétie de l'avenir à attendre, il la considéra comme le programme d'une transformation à réaliser ².

Marx considérait que les étapes de l'évolution historique se réaliseraient spontanément ³. Lénine, qui avait un grand sens de l'action et des dons d'organisation exceptionnels, voulu franchir les étapes dialectiques du matérialisme historique par l'action révolutionnaire. Il théorisa la révolution pour diriger l'humanité dans son progrès dialectique. Au lieu d'attendre que les antagonismes sociaux apparaissent pour les amplifier et en tirer avantage, il décida de les susciter artificiellement. Toutefois, même si, en pratique (pas dans la philosophie), le léninisme peut sembler ainsi s'opposer au marxisme, il en est bien l'enfant légitime. Sa violence et son activisme sont en germe dans l'enseignement de Marx. D'ailleurs, pour quoi attendre que ces terribles événements sociaux se réalisent spontanément ?

¹ — Robert CONQUEST, *Sanglantes moissons*, Paris, Robert Laffont, 1995, p. 64.

² — Marcel CLÉMENT, *Le communisme face à Dieu*, p. 68.

³ — Souvenons-nous que, selon Marx, la matière est auto-dynamique et évolue sous l'action dialectique de forces aveugles.

ment puisque l'on sait qu'ils doivent se réaliser pour « le progrès de l'humanité » ? Autant les anticiper et forcer le destin...

Lénine prit donc la mesure de la situation économique de la Russie à l'étalon marxiste et mit en œuvre une politique radicale de transition vers le communisme.

• *État des lieux :*

Le matérialisme historique explique l'évolution des sociétés par une succession de conflits, au cours de laquelle l'ère prolétarienne doit succéder à l'ère bourgeoise. Seulement, cette révolution bourgeoise n'a pas eu lieu en Russie comme en France. En 1917, la Russie est un pays agricole doté d'une organisation féodale. Ainsi, le gouvernement bolchevique ne dispose pas d'un prolétariat industriel ¹ pour le seconder dans sa politique révolutionnaire. En conséquence, Lénine veut s'attacher, dans un premier temps, la partie la plus modeste et la plus importante de la paysannerie.

Si Lénine partageait l'antipathie des bolcheviks pour les paysans, considérés comme éléments archaïques de la Russie, son principal souci était de les comprendre en termes marxistes, d'élaborer une tactique permettant de les utiliser pendant la période intermédiaire précédant leur disparition de la scène, et de décider de l'organisation des campagnes après l'arrivée au pouvoir de son parti ².

Les bolcheviks gagnèrent les paysans à leur cause en expropriant les grands propriétaires fonciers et en leur redistribuant leurs terres. Cette stratégie, qui leur permit d'atteindre le pouvoir et de le conserver, était d'une habileté redoutable car, tout en s'attachant une partie considérable de la population, elle détruisait l'ordre économique ancien et provoquait artificiellement une situation transitoire. En multipliant les petits paysans propriétaires, les communistes établirent une sorte de petite « bourgeoisie » agricole. On suivait ainsi les étapes normales du matérialisme historique.

Dans cet effort [de construction du socialisme], les communistes entendent suivre les étapes même de la « dialectique de l'histoire ». On ne les voit pas, par exemple, passer directement d'un régime féodal à un régime de propriété collective. S'ils prennent le pouvoir dans un pays encore fondé sur les structures féodales, ils travaillent en premier lieu à faire évoluer ce pays de la féodalité à la propriété privée. C'est par exemple ce qui s'est produit en Russie avant 1930. Pendant plusieurs années, le gouvernement communiste a encouragé et aidé les « koulaks », petits propriétaires agricoles, en les déclarant des alliés du prolétariat ouvrier. Puis, en 1930, les journaux commencèrent de furieuses

¹ — « Catégorie canonique du *prolétariat-ouvrier-constructeur-du-socialisme* », selon Stéphane COURTOIS dans *Le livre noir du communisme* (ouvrage collectif, Paris, Robert Laffont, 1997, p. 189).

² — Robert CONQUEST, *Sanglantes moissons*, p. 21.

attaques contre les koulaks qui furent dénoncés comme ennemis du peuple. L'heure du passage de la propriété privée au collectivisme agraire avait sonné ¹.

En réalité, la période qui court de 1917 à 1930 fut bien plus complexe. Marcel Clément, qui fait œuvre de philosophe et non d'historien, n'en a retenu que ce qui lui semblait essentiel pour en extraire la cohérence idéologique. Il indique le fil conducteur de l'action communiste, sans s'attarder sur les attermolements et les revirements politiques qui lui paraissent secondaires. En fait, la période qui précède la collectivisation ne fut pas si rose pour les paysans propriétaires. A certains moments, la politique communiste à leur encontre fut même terrible. Retenons néanmoins cette synthèse de M. Clément à titre de vue d'ensemble : *lorsque la dictature du prolétariat est instaurée dans un pays aux structures féodales, la politique économique mise en œuvre vise d'abord à établir un régime de petites propriétés privées avant d'engager une collectivisation générale de l'économie.* Dans cette toute première période, dans les premiers mois (fin 1917 – mai 1918), les mesures d'expropriation à l'encontre des grands propriétaires fonciers furent nombreuses et même les paysans « aisés » furent bientôt concernés. Car une fois les grands propriétaires expulsés de chez eux, il fallait bien trouver un nouvel ennemi de classe.

• *Lutte des classes et expropriations :*

Rapidement, les bolcheviks inventent une catégorie paysanne « parasitaire » : les koulaks, pour provoquer des conflits avec les paysans pauvres, organiser une lutte des classes dans les campagnes et accélérer l'évolution matérialiste de l'histoire.

En mai 1918, les bolcheviks décidèrent donc que la phase initiale d'alliance avec l'ensemble de la paysannerie avait pris fin, et que la révolution socialiste pouvait commencer pour de bon. [...] La disgrâce de la paysannerie fut officialisée en juillet 1918. [...] Dans les campagnes, la nouvelle phase socialiste devait consister en une alliance avec les paysans pauvres et les « prolétaires villageois » contre les « koulaks », et une neutralisation des « paysans moyens » [...] Au cours de cette période [l'été 1918], le nombre de foyer koulaks diminua des deux tiers, 50 millions d'hectares furent expropriés et les koulaks perdirent plus de 60 % de leurs terres. Alors qu'en août 1918, Lénine mentionnait deux millions d'exploiteurs koulaks, il ne parlait plus en

¹ — Marcel CLÉMENT, *Le communisme face à Dieu*, p. 81 et 82. — Dans l'histoire du communisme, il y aura toutefois une exception : le Cambodge de Pol Pot. « La Révolution culturelle et le Grand Bond [...] pourraient passer pour de médiocres épreuves, des préparatifs brouillons de ce qui restera peut-être la tentative de transformation sociale la plus radicale de tous les temps : appliquer le communisme intégral tout de suite, sans cette longue période de transition qui paraissait faire partie des fondements de l'orthodoxie marxiste-léniniste. Et la monnaie d'être abolie, la collectivisation intégrale d'être achevée en moins de deux ans... » (Jean-Louis MARGOLIN dans *Le livre noir du communisme*, Robert Laffont, 1997, p. 631).

avril 1920 que d'un million de paysans « exploitant le travail des autres ». La confiscation et la redistribution des terres et des biens des koulaks se poursuivirent jusqu'au milieu de 1923, du moins en Ukraine, et l'on peut être certain que tous ceux qui purent être définis comme koulaks d'après les critères les plus vagues y furent soumis. [...] C'était la seule méthode dont [Lénine] disposait pour obtenir ou susciter une quelconque adhésion dans les campagnes. Le Parti avait extraordinairement peu d'audience dans les villages. [...] Les dirigeants bolcheviks admirent franchement la nécessité de créer dans les villages une guerre de classe virtuellement inexistante ¹.

Lénine s'est donc servi du monde paysan tout en le divisant pour mieux l'instrumentaliser. La division est le ressort dialectique du progrès communiste. Il faut créer des antagonismes et les pousser à leur paroxysme pour détruire l'ordre antérieur tout en s'attachant la population la plus pauvre et la plus nombreuse. Le même processus fut utilisé en Chine maoïste pour passer du régime agraire féodal au collectivisme.

Ils ont commencé [...] par passer d'un régime féodal de grande propriété à un régime individualiste de petite exploitation agricole. Ensuite, réunissant les paysans en grande organisation de classes selon l'importance de leur exploitation, ils développèrent les contradictions internes entre intérêts rivaux. Une écrasante fiscalité opportunément établie inclina alors les paysans à désirer « spontanément » la collectivisation des terres ².

La collectivisation et la suppression de la propriété privée constituent l'objectif économique à atteindre par le moyen de la lutte des classes. Ce que nous venons de décrire ne relève donc pas de mesures d'exception. C'est la politique économique naturelle d'un pays soumis à la dictature du prolétariat. L'économie y est centralisée et dirigée par l'État, planifiée brutalement dans le seul but de réaliser le programme marxiste.

Considérons maintenant la politique fiscale de Lénine.

• *Politique de réquisitions, neutralisation des échanges économiques naturels et transition vers le collectivisme :*

Ne pouvant engager immédiatement la collectivisation générale des campagnes ³, Lénine opta pour une politique de réquisitions extrêmement violente ⁴ :

¹ — Robert CONQUEST, *Sanglantes moissons*, p. 47-48.

² — Marcel CLÉMENT, *Le communisme face à Dieu*, p. 82.

³ — Comme nous l'avons évoqué précédemment, cela ne correspond pas au schéma du matérialisme historique pour la Russie de 1917.

⁴ — Mais pour Lénine, la violence révolutionnaire n'est pas une violence : « Le socialisme est contre la violence exercée envers les nations, il est même contre la violence en général... Pourtant, personne encore n'en a conclu que le socialisme s'oppose à la violence révolutionnaire... Le même raisonnement s'applique à la violence à l'égard des nations. Cela

La question centrale était désormais d'ôter au paysan le droit de vendre ses céréales, et de les saisir au nom de l'État. Le 9 mai 1918, un décret « sur le monopole de l'alimentation » autorisa le commissariat au ravitaillement à prendre aux paysans les céréales excédant les quotas qu'il fixait. [...] Le décret de mai 1918 parlait d'« excédents » de céréales dépassant le double de la quantité jugée « nécessaire » aux paysans ; celui de janvier 1919 « sur les réquisitions alimentaires » ne tint plus compte que des « besoins » de l'État, et il devint légal de réquisitionner sans se soucier de ce qui leur restait. Lénine plus tard reconnut : « En pratique, nous avons pris la totalité des excédents céréaliers – et parfois même une partie des céréales dont le paysan avait besoin pour se nourrir » ¹.

L'objectif était clair. Il fallait priver les paysans de la vente de leurs produits, autrement dit, neutraliser les échanges économiques naturels. C'était une disposition idéologique puisque, pour les communistes, ces échanges sont d'essence capitaliste.

Lénine avait déjà défini le monopole des céréales [...] en juin 1918 ; il y voyait « une des plus importantes méthodes de passage progressif de l'échange capitaliste de marchandises à l'échange socialiste de produits ». C'est-à-dire que, loin d'être une mesure de « guerre », la politique du « communisme de guerre » cherchait délibérément à créer un nouvel ordre social, à faire passer immédiatement le pays au socialisme. Lénine le reconnut ouvertement, même après la débâcle, puisqu'il parla de « tentative pour arriver directement au communisme » et déclara : « Nous pensions possible [...] de commencer à bâtir le socialisme sans transition. » [...] Lénine alla même jusqu'à présenter les réquisitions comme l'essence du socialisme, et affirma que les rapports directs État-paysans étaient socialistes et les rapports de marché, capitalistes ².

Les réquisitions avaient deux autres objectifs sciemment poursuivis :

1. – Il fallait satisfaire les besoins de l'État, soutenir les efforts de guerre et les objectifs d'industrialisation, quitte à détruire les paysans. Pour les communistes, le développement industriel est une nécessité puisque l'industrie est le terreau favorable du développement d'un prolétariat urbain (en théorie, acquis et utile à leur cause), et que l'industrie est le modèle d'organisation du travail social technicisé le plus utile à l'auto-crédation de l'humanité. Les communistes décrétèrent donc des réquisitions destinées à l'exportation, pour financer des infrastructures industrielles. Très souvent, les détachements de ravitaillement ne laissaient aux paysans ni

n'empêche pas les socialistes d'être pour la guerre révolutionnaire. » (Lénine cité par R. CONQUEST, *ibid.*, p. 9) et « Nous disons : est moral ce qui contribue à la destruction de l'ancienne société d'exploiteurs » (LÉNINE, *Ceuvres complètes*, t. XXV, p. 229, cité par R. CONQUEST, p. 80).

1 — Robert CONQUEST, *Sanglantes moissons*, p. 49.

2 — Robert CONQUEST, *ibid.*, p. 50-51.

de quoi se nourrir, ni de quoi réensemencer. On s'engageait dans le cercle vicieux d'une faillite annoncée...

2. – Les réquisitions visaient aussi à instaurer un climat économique qui inciterait les paysans à accepter la collectivisation. Privés du fruit de leur travail, les paysans entreraient « volontairement » dans les kolkhozes ¹ et les sovkhozes ² qui commençaient timidement à s'implanter. On voit avec quel talent Lénine sut user de cette arme redoutable de l'asphyxie fiscale.

Les conséquences furent terribles : faillites, révoltes paysannes, famines. L'Ukraine, en particulier, paya un très lourd tribut à cette folle politique.

Les envahisseurs bolcheviques étaient accompagnés de « détachements de ravitaillement » qui [...] furent chargés de saisir les céréales dans les villages, conformément aux instructions de Lénine voulant que l'on « envoie des céréales, des céréales et encore des céréales ». Entre le 18 février et le 9 mars 1918, mille quatre-vingt-dix wagons de céréales furent acheminés vers la Russie depuis la seule région de Kherson. [...] Le 11 février 1919, Moscou ordonna de réquisitionner sans paiement les « excédents » de céréales dépassant un quota de consommation fixé à 130 kg par personne ³. Le 19 mars 1919, Lénine en personne exigea 50 millions de pouds de céréales, quantité jugée nécessaire à la survie des bolcheviks ⁴.

Les réquisitions étant à la fois une attaque contre la propriété privée et une voie de passage vers la collectivisation de l'agriculture, les trois axes de l'action économique communiste sont donc bien les expropriations, la lutte des classes et la collectivisation.

• *Le collectivisme agricole sous Lénine :*

Nous l'avons répété, la collectivisation générale des campagnes n'était pas envisageable sous Lénine. Les circonstances, analysées en termes marxistes, repoussaient ce grand chantier économique pour un temps. Ceci n'empêcha pas nos apprentis sorciers de fonder bon nombre de fermes collectives (les kolkhozes) et de fermes d'État (les sovkhozes). Inutile de

¹ — Coopératives agricoles en URSS, où les terres, les outils et le bétail étaient mis en commun. Leurs membres étaient « payés » en « journées de travail », en réalité rarement payés : « Quant au paysan collectivisé lui-même, le dernier et le moindre des soucis du kolkhoze, il était payé par « journée de travail ». Mais cela ne voulait pas dire qu'il recevait une somme donnée par jour ; au contraire, ces « journées » étaient définies de telle façon que, pour avoir droit à l'une d'elle, le paysan devait souvent en passer plusieurs dans les champs. [...] En 1930-31, la « journée de travail » était payée 300 grammes de pain dans certains endroits, 100 grammes ou même rien ailleurs – des rations de famine... » (Robert CONQUEST, *Sanglantes moissons*, p. 192-193).

² — Fermes d'État en URSS. Les ouvriers agricoles étaient salariés.

³ — Environ 350 g par personne et par jour...

⁴ — Robert CONQUEST, *Sanglantes moissons*, p. 36-37.

nous attarder davantage sur le sujet pour cette période, mais lisons ces quelques mots de Robert Conquest :

De 1918 à 1921, les fermes collectives, fortement subventionnées, restèrent rares et inefficaces. [...] Un certain nombre de grands domaines furent transformés en fermes d'État (*sovkhozi*), dans lesquelles on voyait la forme la plus élevée de l'agriculture socialiste, la véritable usine rurale imaginée par les marxistes. La loi sur le régime foncier socialiste du 14 février 1919 spécifiait qu'elles devaient « créer les conditions d'un passage complet à l'agriculture communiste ». Mais, en dépit des innombrables avantages dont elles bénéficièrent, elles non plus n'étaient ni efficaces ni populaires. Qu'elles fussent d'État [*sovkhozes*] ou collectives [*kolkhozes*], ces fermes n'eurent d'ailleurs aucune importance véritable pendant *le communisme de guerre* ; elles n'en auraient que bien plus tard ¹.

« La forme la plus élevée de l'agriculture socialiste, la véritable usine rurale imaginée par les marxiste » ? fortement subventionnées ? Des innombrables avantages ? Ni efficaces ni populaires ? Nous avons là un constat de faillite sans appel. La quintessence de l'organisation économique agricole socialiste rate son entrée en scène. Place au bilan !

• *Bilan de la période léninienne :*

La politique économique des bolcheviks fut une faillite. En quatre ans, ils ont tout anéanti.

[Une] véritable désintégration se produisit pendant la période léninienne. Mort et émigration firent disparaître une grande partie de la société. Des millions de gens partirent sur les routes, fuyant « une région frappée par la famine pour une autre, un théâtre de guerre pour un autre ». L'économie s'effondra purement et simplement ².

Premier signe révélateur, les ouvriers de l'industrie, pourtant regardés par les théoriciens marxistes comme de fidèles alliés naturels de la lutte communiste, multiplièrent les grèves. Le motif en était tout simple : ils avaient faim. Tout en multipliant les réquisitions, la politique du régime bolchevique avait réussi à affamer les campagnes et les villes.

Le printemps 1919 fut marqué par de très nombreuses grèves, sauvagement réprimées, dans plusieurs centres ouvriers de Russie [...] Les revendications ouvrières étaient presque partout identiques. Réduits à la faim par des salaires de misère qui couvraient tout juste le prix d'une carte de rationnement assurant une demi-livre de pain par jour... « La faim tenaille les masses ouvrières. Les ouvriers

¹ — Robert CONQUEST, *Sanglantes moissons*, p. 51 et 52.

² — Robert CONQUEST, *ibid.*, p. 58.

n'ont plus la force physique pour continuer de travailler et s'absentent de plus en plus fréquemment » [extrait d'un rapport de la Tcheka du 6 décembre 1919] ¹.

Les bolcheviques usèrent d'une violence inouïe à l'égard des grévistes :

Face à ces grèves et à ces mutineries, la répression fut diverse. Elle alla du lock-out massif de l'ensemble des usines, avec confiscation des cartes de ravitaillement – une des armes les plus efficaces du pouvoir bolchevique était l'arme de la faim – jusqu'à l'exécution massive, par centaines, des grévistes et des mutins. [...] Le 4 avril [1919], Dzerjinski fit arrêter encore huit cents « meneurs » et évacuer par la force les usines occupées depuis plusieurs semaines par les grévistes. Tous les ouvriers furent licenciés. La résistance ouvrière fut brisée par l'arme de la faim. Depuis plusieurs semaines, les cartes de ravitaillement n'étaient plus honorées. Pour obtenir de nouvelles cartes, donnant droit à 250 g de pain, et retrouver leur travail après le lock-out général, les ouvriers durent signer une demande d'embauche qui stipulait notamment que tout arrêt de travail serait désormais assimilé à une désertion passible de la peine de mort ².

Avec le communisme, nous assistons finalement à un rétablissement de l'esclavage. La militarisation des usines et du travail en général en sera sans doute la note la plus marquante :

A la fin de 1919 et au début de 1920, les relations entre le pouvoir bolchevique et le monde ouvrier se dégradèrent encore davantage, à la suite de la militarisation de plus de deux mille entreprises. Principal partisan de la militarisation du travail, Léon Trotski développa, lors du IX^e congrès du Parti, en mars 1920, ses conceptions sur la question ³.

Si tels furent les effets du léninisme pour ses « alliés naturels », la situation des paysans – objets du plus grand mépris de la part des communistes ⁴ – fut pire encore. La politique économique de réquisitions entraîna de très

¹ — Nicolas WERTH, *Le livre noir du communisme*, p. 100 et 102.

² — Nicolas WERTH, *ibid.*, p. 100-101.

³ — Nicolas WERTH, *ibid.*, p. 102.

⁴ — « Marx avait parlé de "l'idiotie de la vie rurale", phrase souvent citée par Lénine. [...] Khrouchtchev nous a appris que "pour Staline, les paysans étaient la lie de la terre". » (dans Robert CONQUEST, *Sanglantes moissons*, p. 21). Marx et Engels expliquent, dans leur analyse matérialiste de l'évolution historique, que la bourgeoisie « a arraché une partie importante de la population à l'abrutissement de la vie des champs » dans *Manifeste du Parti communiste*, https://www.ucc.ie/archive/hdsp/Literature_collection/Manifest_French.pdf, p. 10 (version numérique). Il ne fait pas de doute que ce sont les qualités naturelles (bon sens et réalisme, soumission à la Providence, attachement à l'ordre naturel...) des paysans bien plus que des défauts tels que l'immobilisme qui suscitent la haine des communistes. Le cardinal Wyszynski explique même pourquoi ils sont plus religieux que les citadins : « Si les gens des campagnes sont plus religieux, ce n'est pas parce qu'ils sont moins exposés à la corruption, mais parce qu'ils sont davantage en contact avec la nature. Le travail des champs nous fait éprouver le sentiment de notre dépendance à l'endroit de Dieu, et mieux connaître la richesse et l'immensité de la création, ainsi que son intime beauté. » (*L'esprit du travail*, Cerf, 1957, p. 79-80.)

nombreuses révoltes paysannes qui alimentèrent la guerre civile sur toute cette période (1918 – 1922). Rien qu'entre avril et juillet 1919, il y eut probablement trois cents soulèvements dans les campagnes selon R. Conquest. Les émeutes s'intensifièrent et culminèrent pendant l'hiver 1919-1920.

Les chiffres donnent une idée du caractère destructeur de la guerre paysanne. Avant même la grande famine de 1921-1922, qui fit cinq millions de victimes, les données soviétiques officielles indiquent clairement que plus de neuf millions de personnes périrent entre 1918 et 1920 ¹.

Si toutes ces victimes ne sont pas imputables à la guerre paysanne, toutes les estimations, bien qu'approximatives, donnent un aperçu de la gravité de la situation. Mais les conséquences des mesures gouvernementales furent bien plus dramatiques encore puisque, du fait des réquisitions, de terribles famines frappèrent les campagnes, comme le montrent les exemples de l'Ukraine et des provinces de la Moyenne-Volga :

Fin 1918, le gouvernement bolchevique avait décidé de reconquérir l'Ukraine. Région agricole la plus riche de l'ex-Empire tsariste, celle-ci devait « nourrir le prolétariat de Moscou et de Petrograd ». Ici, plus encore qu'ailleurs, les quotas de réquisitions étaient très élevés. Les remplir, c'était condamner à une famine certaine des milliers de villages.

[...] Après l'écrasement, rapide, de l'« insurrection des fourches », le feu des révoltes paysannes se propagea à nouveau dans les provinces de la Moyenne-Volga, elles aussi très fortement ponctionnées par les réquisitions [...]. Comme le reconnaissait le dirigeant bolchevique Antonov-Ovseenko, qui allait conduire la répression contre les paysans insurgés de Tambov, les plans de réquisitions de 1920-1921, s'ils étaient suivis, condamnaient les paysans à une mort certaine : ils leurs laissaient en moyenne 1 poud (16 kilos) de grains et 1,5 poud (24 kilos) de pommes de terre, par personne et par an, soit dix à douze fois moins que le minimum vital ! C'est donc une lutte pour la survie qu'engagèrent, dès l'été 1920, les paysans de ces provinces. Elle allait durer sans interruption durant deux ans, jusqu'à ce que la famine eût raison des paysans insurgés.

[...] Remplir les quotas signifiait donc faire mourir de faim la paysannerie ².

Ce qui était prévisible était sans doute voulu et planifié. Les famines directement attribuables à la politique économique de Lénine frappèrent de nombreuses régions.

En fin de compte, c'est la grande famine de 1921-1922 qui eut raison des campagnes les plus agitées, celles que les détachements de réquisition avaient le plus ponctionnées et qui s'étaient soulevées pour survivre. La carte de la famine

¹ — Robert CONQUEST, *Sanglantes moissons*, p. 57.

² — Nicolas WERTH, *Le livre noir du communisme*, p. 109, 111-112 et 124.

recouvre exactement celle des zones des plus fortes réquisitions au cours des années précédentes et celles des zones des plus fortes révoltes paysannes ¹.

Au total, près de trente millions de personnes furent touchées par la famine et au moins cinq millions de personnes périrent de faim en 1921-1922 ². On peut dire qu'à ce moment, l'économie russe a été anéantie par l'idéologie communiste. Ce bilan très lourd contraignit Lénine à prendre des mesures pour sauver le régime. Il fit un pas en arrière et lança la *Nouvelle Politique Économique* (NEP).

2. La *Nouvelle Politique Économique* (1921-1929)

Une certaine « libéralisation » suivit en effet les années de réquisitions, de persécutions, de guerre civile et de famines provoquées par Lénine.

Lénine finit par écouter la voix de la réalité [...], il comprit que le régime courait à sa perte. Il se résigna alors à abandonner temporairement sa tentative de socialisation des campagnes ³.

Instituée, contre son gré, par Lénine en 1921 pour reconstituer les forces du pays épuisé par le communisme de guerre, la *Nouvelle Politique Économique* remplaça la réquisition par l'impôt agricole et laissa s'instaurer un commerce libre. Elle fut abolie par Staline en décembre 1929 ⁴.

C'est, plus précisément, un assouplissement de la politique agraire qui consista à réintroduire des éléments d'économie naturelle pour tenter de sortir du marasme. Outre l'aveu d'échec que représente ce retour à des principes et des échanges que les communistes qualifient de *capitalistes*, cette période sera, malgré des difficultés, la démonstration par son contraire de l'échec du communisme. L'agriculture soviétique retrouve en effet peu à peu un second souffle.

Début 1927, qu'il fût russe, ukrainien ou de toute autre nationalité, le paysan soviétique avait de bonnes raisons de s'attendre à un avenir supportable. La terre lui appartenait, et il pouvait disposer à peu près librement de ses récoltes. La terrible époque des réquisitions de céréales, des soulèvements noyés dans le sang, des famines dévastatrices était révolue, et le gouvernement bolchevique semblait avoir raisonnablement tenu compte des intérêts des campagnes ⁵.

Mais le quotidien de la paysannerie soviétique ne s'est pas arrangé du jour au lendemain. Il est toujours plus facile de détruire que de reconstruire. Les bolcheviks n'avaient renoncé ni à leurs principes ni à leurs métho-

¹ — Nicolas WERTH, *Le livre noir du communisme*, p. 124.

² — Nicolas WERTH, *ibid.*, p. 139.

³ — Robert CONQUEST, *Sanglantes moissons*, p. 62.

⁴ — Robert CONQUEST, *ibid.*, note 1, p. 13.

⁵ — Robert CONQUEST, *ibid.*, p. 13.

des. Ils mirent en place la NEP pour mieux préparer la collectivisation future en laissant la paysannerie « respirer ». L'industrie demeura nationalisée et militarisée. Coûte que coûte, elle devait se développer pour réaliser les projets marxistes de la dictature du prolétariat :

Une des priorités du régime, au printemps 1921, était de faire redémarrer la production industrielle qui était tombée à un dixième de ce qu'elle avait été en 1913. Loin de relâcher la pression sur les ouvriers, les bolcheviks maintinrent, voire renforcèrent, la militarisation du travail mise en place au cours des années précédentes. La politique menée, en 1921, après l'adoption de la NEP, dans la grande région industrielle et minière du Donbass qui produisait plus de 80 % du charbon et de l'acier du pays, apparaît, à bien des égards, révélatrice des méthodes dictatoriales employées par les bolcheviks pour « remettre les ouvriers au travail ». A la fin de 1920, Piatakov, l'un des principaux dirigeants et proche de Trotski, avait été nommé à la tête de la Direction centrale de l'industrie charbonnière. En un an, il parvint à quintupler la production de charbon, au prix d'une politique d'exploitation et de répression sans précédent de la classe ouvrière, qui reposait sur la militarisation du travail des cent vingt mille mineurs dépendant de ses services. Piatakov imposa une discipline rigoureuse : toute absence était [...] sanctionnée par une peine de camp, voire par la peine de mort [...]. Il procéda à une augmentation des horaires de travail (et notamment le travail le dimanche) et généralisa le « chantage à la carte de rationnement » pour obtenir des ouvriers une augmentation de la productivité. Toutes ces mesures furent prises à un moment où les ouvriers recevaient, en guise de tout paiement, entre le tiers et la moitié du pain nécessaire à leur survie et où ils devaient, à la fin de leur journée de travail, prêter leur unique paire de chaussures aux camarades qui prenaient la relève. Comme le reconnaissait la Direction de l'industrie charbonnière, parmi les nombreuses raisons du fort absentéisme ouvrier figuraient, outre les épidémies, « la faim permanente » et « l'absence quasi totale de vêtements, de pantalons et de chaussures ». Pour réduire le nombre de bouches à nourrir alors que la famine menaçait, Piatakov ordonna, le 24 juin 1921, l'expulsion des villes minières de toutes les personnes qui ne travaillaient pas dans les mines et qui représentaient, par conséquent, un « poids mort ». Les cartes de rationnement furent retirées aux membres des familles des mineurs. Les normes de rationnement furent strictement alignées sur les performances individuelles de chaque mineur, et fut introduite une forme primitive de salaire aux pièces. Toutes ces mesures allaient à l'encontre des idées d'égalité et de « rationnement garanti » dont se berçaient encore maints ouvriers, abusés par la mythologie ouvriériste bolchevique ¹.

L'esclavagisme est désormais un élément constitutif de cette machine économique. Le productivisme déshumanisé et effréné est fidèle aux conceptions matérialistes de l'homme et du travail socialisé. La NEP ne

¹ — Nicolas WERTH, *Le livre noir du communisme*, p. 130-131.

concerne en rien le monde ouvrier. Même pour la paysannerie, elle garde une forte empreinte socialiste. Un rapport de la police politique d'octobre 1922 (un an et demi après le début de la NEP) précise que les impôts remplaçant les réquisitions représentent les deux tiers des récoltes, que la famine menace toujours et que les paysans se suicident en masse ¹... Malgré tout, la réintroduction mesurée de quelques éléments d'économie naturelle comme la propriété privée d'un terrain et le marché libre entraînent petit à petit un redressement de la situation dans les campagnes dans les dernières années de cette décennie. L'URSS connaîtra d'autres périodes de cette nature, à chaque fois « bénéfiques » sur le plan économique ².

La Chine, elle aussi, connut un retour après la catastrophe du *Grand bond en avant* : un retour à une collectivisation « douce » avec une réintroduction des terrains privés et des échanges libres pour les paysans et les artisans. Mais la faillite du *Grand bond* fut telle que le relèvement de l'agriculture chinoise fut très long :

Cela permit rapidement la sortie de la famine. Mais pas celle de la pauvreté : tout se passe comme si la production agricole [...] avait été brisée dans son élan pour deux décennies. [...] Pour la plupart des productions, il fallut attendre 1965 au moins [...] pour simplement retrouver le niveau de 1957 (en valeur brute). [...] Il fallut attendre 1983 pour retrouver globalement le niveau d'efficacité de 1952 ³.

De même, Tito, en Yougoslavie, renonça à la collectivisation forcée qu'il avait décrétée en 1948. Face au désastre agricole, il dut rétablir la propriété paysanne en 1952. On pourrait citer d'autres exemples. A chaque fois que les communistes appliquèrent leur doctrine, le chaos s'installa. A chaque fois qu'ils firent marche arrière, l'économie retrouva un peu de souffle. C'est ce qu'il faut retenir de la NEP ⁴.

3. Période de collectivisation stalinienne (1928 – 1934)

• *État des lieux (1928) :*

Tout au long des années de la NEP, les dirigeants communistes n'abandonnèrent jamais leurs objectifs. Lutte des classes, expropriations et collectivisation des campagnes nourrissaient les débats :

¹ — Nicolas WERTH, *Le livre noir du communisme*, p. 135.

² — Grâce aux occidentaux toujours désireux de s'enrichir : « D'octobre 1917 à la fin 1932, 95 % des entreprises soviétiques ont reçu une aide occidentale sous forme de machines, de technologie ou de main d'œuvre spécialisée », Thierry WOLTON, *Histoire mondiale du communisme*, Paris, Grasset, 2017, vol. 3, p. 823.

³ — Jean-Louis MARGOLIN, *Le livre noir du communisme*, p. 540.

⁴ — Robert Conquest détaille quelques-unes des libertés économiques réintroduites au cours de la NEP et déclare que « ces mesures aboutirent à un redressement économique saisissant » (p. 75). Il ajoute que, « comme Lénine l'admettait franchement, les communistes ne connaissaient pas grand-chose aux réalités économiques » (p. 74).

Après la disparition de Lénine¹, la direction du Parti était divisée sur la politique à mener envers les paysans. Elle adhérait à une doctrine qui tenait pour inacceptables les relations « marchandes » et le marché. Les tentatives qu'elle avait faites pour les éliminer s'étant avérées désastreuses sur le plan économique et social, elle avait dû abandonner sa véritable politique, au moins pour un temps².

Mais les dissensions au sein du Parti ne concernaient pas la doctrine car tous

considérait la disparition de l'économie de marché comme le but essentiel et voyaient dans le koulak l'ennemi de classe. Les différends ne portaient pas sur ces questions, mais uniquement sur le temps que devaient durer rapports de marché et propriété foncière dans les campagnes, les limitations qu'il convenait d'y apporter et la manière de les supprimer³.

Staline mit un point final à ces débats. Le temps de la NEP était révolu, car les objectifs poursuivis au moment de son instauration étaient atteints. L'agriculture avait retrouvé suffisamment de souffle et de productivité pour être à nouveau utilisée par l'État communiste.

[Concrètement], toute industrialisation (ou ré-industrialisation) supposait que les fonds nécessaires fussent extorqués à la population d'une manière ou d'une autre, et la production des paysans constituait la source de financement la plus considérable et la plus évidente⁴.

Staline entama alors une lutte sans merci contre la paysannerie dans ce but précis, mais également dans celui de socialiser les campagnes pour mettre en application les principes marxistes.

• *Réquisitions, lutte des classes et expropriations (1928-1929) :*

Fin 1927, le Parti estimait que la production céréalière était insuffisante pour satisfaire ses besoins. Staline incrimina les koulaks, les accusant d'avoir saboté les collectes de 1927-1928. En réalité, l'État ne leur proposait qu'un prix dérisoire pour leur grain et les paysans préféraient ne pas le vendre. Cette situation servit de prétexte à Staline pour lancer une opération d'envergure contre les paysans propriétaires. Dans le récit qu'il fit lui-même de cette période, il conclut que « la solution consistait à passer de l'exploitation paysanne individuelle à une agriculture collective, gérée socialement ». Il ajoutait qu'il fallait « lutter contre les éléments capitalistes de la paysannerie, les koulaks⁵ ».

1 — Le 21 janvier 1924.

2 — Robert CONQUEST, *Sanglantes moissons*, p. 68.

3 — Robert CONQUEST, *ibid.*, p. 69.

4 — Robert CONQUEST, *ibid.*, p. 70.

5 — Staline, vol. 11, p. 92 et 101, cité par Robert CONQUEST, *ibid.*, p. 94.

En janvier 1928, le politburo déclencha une confiscation massive et brutale des céréales qui s'abattit sur l'ensemble de la paysannerie. Selon le régime, il ne s'agissait que d'une mesure d'exception. Mais cette décision sonna le glas de la NEP. Ces réquisitions eurent un effet désastreux sur les paysans qui, se souvenant des années 1918-1922, se découragèrent.

Les paysans prospères avaient bel et bien pris peur. Certains plantèrent moins, d'autres vendirent leurs terres [...]. De manière générale, les cultivateurs de céréales réagirent aux prélèvements obligatoires en perdant tout désir d'augmenter leur production et le redressement de l'agriculture, dû exclusivement au labeur acharné des paysans, commença à donner des signes de fléchissement. Fin 1928, le Parti se trouva donc confronté à une situation plus grave encore, résultant de sa politique agricole ¹.

Staline fut pris au piège de sa propre politique. Les réquisitions s'intensifièrent sur fond de lutte des classes fabriquée et stimulée par un climat de terreur grandissant. On forçait, par exemple, les assemblées villageoises à accepter des collectes plus importantes, à désigner les « koulaks » qui devaient porter le poids de la responsabilité de ces collectes. Solidaires, les paysans refusaient généralement. Les agents communistes qualifiaient alors leurs représentants de koulaks et déclenchaient des persécutions, parfois des exécutions. « La séance n'était levée que lorsque ceux qui restaient votaient correctement ². »

Pendant toutes les années de la NEP, les communistes s'étaient évertués à catégoriser, à créer des classes au sein de la paysannerie et à définir tant bien que mal l'ennemi koulak.

Les paysans n'ayant pas naturellement de comportements de classe, la démarche des bolcheviks ne pouvait être qu'artificielle ³.

¹ — Robert CONQUEST, *Sanglantes moissons*, p. 98.

² — Robert CONQUEST, *ibid.*, p. 100.

³ — « L'une des mesures adoptées pour attiser la lutte des classes dans les villages consista à allouer aux paysans pauvres et aux ouvriers agricoles 25 % des céréales confisquées aux koulaks. Malgré cet encouragement, ils se montrèrent lents à réagir et, au début du printemps, moment où les autorités avaient le plus besoin d'eux, il fallut y renoncer, l'État exigeant désormais la totalité du grain. » (Robert CONQUEST, *Sanglantes moissons*, p. 101). La lutte des classes est contre-nature. Ce qui est naturel, c'est l'union des gens de métier dans la recherche du bien commun de leur métier, lui-même subordonné au bien commun de la société. Le véritable progrès et le bien ne peuvent provenir que de l'union naturelle des gens de métier et de leur concorde. Les communistes considèrent au contraire que le progrès est toujours le résultat des antagonismes et des divisions. Pourtant, il est évident pour nous, catholiques, que seul le chaos peut sortir de ce terreau de haine. L'histoire l'a d'ailleurs suffisamment démontré. Voilà pourquoi il nous est si difficile de comprendre le principe d'action communiste de la lutte des classes, totalement hallucinant et voué inéluctablement à l'échec. Considérons-le simplement comme édicté par Marx et mis en œuvre par ses fidèles disciples, sans y rechercher un quelconque aspect rationnel.

Comme la conscience de classe était tenue pour la force motrice du changement social, une fois de plus on l'encouragea et on la subventionna dans les villages, ou on l'inventa même quand tous les efforts se révélaient vains ¹.

Dans le même temps les réquisitions provoquèrent toujours davantage de désastres économiques. En 1929, la crise céréalière perdurait et s'intensifiait. Les économistes et même l'aile droite du Parti considéraient qu'il fallait rétablir le marché libre. Encore un aveu de faillite ! Qu'à cela ne tienne, Staline réactiva avec une extrême violence la lutte des classes et les expropriations. La férocité réservée aux paysans et les injustices dont ils furent alors l'objet préfigurent la dékoulakisation à venir. En mai 1929, le régime « définit » la ferme koulak :

Il suffisait qu'elle remplisse *une* des conditions suivantes : embaucher régulièrement de la main-d'œuvre ; posséder un moulin, une beurrerie ou un établissement similaire ; louer des machines ou des locaux agricoles ; compter parmi ses membres des personnes qui exerçaient des activités commerciales, usuraires, ou qui ne tiraient pas leurs revenus de leur travail – ce qui visait spécifiquement les prêtres. D'après cette définition, poursuit l'historien, on aurait pu pénaliser presque n'importe quel paysan ².

Pendant cette même période, une autre catégorie sociale tolérée pendant la NEP pour des motifs économiques fut visée, les *nepmen* :

Il s'agissait pour l'essentiel de petits commerçants sans employés. [...] Leur disparition [ils étaient environ un demi-million] entraîna un effondrement total de la distribution des biens de consommation ³.

Les révoltes paysannes furent – comme à l'époque des réquisitions léniniennes – nombreuses entre 1927 et 1929 ⁴. Dans cette courte période d'effondrement qui précéda le *Grand tournant*, la déroute économique et sociale semblait s'amplifier d'heure en heure sous les coups de boutoir de la politique communiste.

• *Dékoulakisation et collectivisation forcée sous Staline (1929-1933) :*

Aveuglés par l'idéologie marxiste, les bolcheviks maintinrent leurs objectifs. Pourtant, tout montrait qu'il fallait renoncer et revenir à une « économie de marché ». Les économistes n'étaient pas les derniers à met-

¹ — Robert CONQUEST, *Sanglantes moissons*, p. 103.

² — Robert CONQUEST, *ibid.*, p. 106-107.

³ — Robert CONQUEST, *ibid.*, p. 108.

⁴ — « De 1927 à 1929, trois cents collecteurs de céréales auraient été abattus. En Ukraine, le nombre "d'actes terroristes commis par les koulaks" quadrupla entre 1927 et 1929 pour atteindre le chiffre de 1262 cette année-là. En 1929, pour neuf mois seulement et uniquement dans les régions centrales de la RSFSR, les chiffres officiels indiquent 1002 "actes terroristes" perpétrés par les "koulaks" et 384 morts. » (Robert CONQUEST, *Sanglantes moissons*, p. 109.)

tre en garde la direction du Parti. Ils furent mis au pas pour justifier la nécessité de l'industrialisation et de la collectivisation :

Stroumiline, l'économiste de Staline, déclara : « Notre tâche ne consiste pas à étudier l'économie mais à la changer. Nous ne sommes liés à aucune loi. Il n'y a aucune forteresse que les bolcheviks ne puissent prendre d'assaut. La question du rythme dépend de décisions humaines. » ¹.

Staline choisit ce moment qu'on appelle le *Grand tournant* pour imposer sa politique de collectivisation générale et forcée. La collectivisation ne pouvait se faire sans la lutte des classes et les expropriations. La lutte des classes prit une ampleur sans précédent et emprunta le nom de ses victimes à travers le néologisme de *dékoulakisation*. Ce simple mot laisse imaginer le déferlement de brutalité et de cruauté que subirent les koulaks. Mais la propagande communiste laissait entendre que ce mouvement de socialisation était spontané. Le 7 novembre 1929, Staline annonça

le changement radical survenu dans le développement de notre agriculture qui est passée de la petite exploitation individuelle arriérée à une agriculture collective avancée, à la culture en commun de la terre [...]. L'aspect nouveau et décisif du mouvement kolkhozien est que les paysans ne rejoignent pas les fermes collectives isolément comme auparavant ², mais par villages, par districts et même par régions entières. Et qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que le paysan moyen a rejoint le mouvement kolkhozien. Et c'est le fondement de ce changement radical dans le développement de l'agriculture qui représente la plus importante réussite du pouvoir soviétique au cours de l'année écoulée ³.

Mais quittons le terrain de la mythologie communiste pour revenir sur celui de la réalité. Ce mouvement de collectivisation forcée fut imposé de 1929 à 1933 et les directives du Parti révèlent d'ailleurs le volontarisme de l'État soviétique :

Le plénum résolut qu'une « solution radicale » s'imposait et que « cette tâche passait par une accélération des processus de collectivisation » ; il ordonna à toutes les organisations du Parti de « se consacrer prioritairement à développer la coopération productive de masse, la collectivisation des foyers paysans » ; le Comité central demanda en outre [...] des « mesures décisives » contre les koulaks ⁴.

¹ — Robert CONQUEST, *Sanglantes moissons*, p. 119-120.

² — Même pendant la NEP, les communistes continuèrent à faire des expériences de fermes collectives.

³ — Staline cité par Robert CONQUEST, *Sanglantes moissons*, p. 120.

⁴ — Robert CONQUEST, *ibid.*, p. 121.

La liquidation des koulaks en tant que classe fut décrétée le 27 décembre 1929 ¹. Staline décida que la *dékoulakisation* était « désormais un élément essentiel dans la formation et le développement des fermes collectives ² ». La dialectique, le conflit, l'antagonisme de classes devait toujours secouer la société pour la faire évoluer. Il fallait, d'un côté, exproprier pour collectiviser et persécuter pour exproprier et, de l'autre côté, terroriser les paysans qui n'entraient pas dans les catégories à éliminer, pour les « convaincre » de rejoindre docilement les kolkhozes. En pratique, beaucoup de paysans furent assassinés ou déportés. Certains brûlaient leur maison, leur grain et abattaient leurs bêtes plutôt que de les voir saisis ³, ce qui aggrava notablement la situation économique. Il y eut de très nombreuses insurrections. La misère se développa à grande échelle et une famine gigantesque sévit à nouveau en 1932-1933 ⁴. Dès 1931, le président de Crimée se plaignait de la famine qui frappait son pays ⁵.

En Chine, les mêmes causes produisirent les mêmes effets. La collectivisation forcée de l'agriculture et l'industrialisation massive, lors du *Grand bond en avant*, entraîna une famine entre 1959 et 1961 dont le nombre de victimes se situe entre vingt millions (chiffre officiel en Chine) et cinquante cinq millions pour certains historiens (quarante trois millions selon J.-L. Margolin ⁶, presque trente six millions pour Yang Jisheng ⁷).

Le Mozambique connut aussi sa famine (six cent mille victimes entre 1975 et 1985), la Corée du nord également (peut-être deux millions de victimes au moment de la publication du *Livre noir du communisme* en 1997) ⁸. Les principes économiques du communisme mènent inéluctablement et universellement à la faillite.

1 — Robert CONQUEST, *Sanglantes moissons*, p. 125 et Nicolas WERTH, *Le livre noir du communisme*, p. 164-165.

2 — Robert CONQUEST, *Sanglantes moissons*, p. 123. L'historien ajoute, p. 125 : « Du point de vue de la succession des événements, séparer dékoulakisation et collectivisation est trompeur, car elles se déroulèrent en même temps et furent deux aspects de la même politique. »

3 — Robert CONQUEST, *ibid.*, p. 132-133, 173.

4 — En 1932-1933, en Ukraine, l'*Holodomor* (extermination par la famine), fit entre 7 et 10 millions de victimes.

5 — Robert CONQUEST, *ibid.*, p. 171.

6 — Jean-Louis MARGOLIN, *Le livre noir du communisme*, p. 537.

7 — Yang JISHENG, *Stèles, La grande famine en Chine, 1958-1961*, Seuil, 2008, p. 513-516. L'auteur se range derrière l'étude d'un démographe chinois, Wang Weizhei, qui aboutit à la conclusion que le nombre de morts liés à la famine est de trente six millions et que la perte démographique (famine et chute des naissances) est d'environ soixante seize millions de personnes.

8 — Pierre RIGOULOT et Yves SANTAMARIA, *Le livre noir du communisme*, p. 615 et 766. Pour la Corée, Y. Santamaria écrit : « Les causes de cette pénurie alimentaire sont en fait liées aux difficultés structurelles propres à toute agriculture socialiste, planifiée et centralisée... » (p. 615).

• *L'esclavage : les camps de travail, outils de développement économique*

On aura relevé le lien de causalité entre le matérialisme évolutionniste de Marx – sa philosophie – et la folie productiviste qui réclame l'industrialisation massive et la collectivisation des campagnes. Mais la théorie ne fonctionne pas. Sans la perspective de pouvoir jouir des fruits de leur travail, les hommes se découragent et deviennent inefficaces. Les communistes s'obstinèrent et rétablirent tout simplement l'esclavage. Après avoir militarisé les usines sous Lénine, ils multiplièrent les camps de travail forcé, imaginés comme de véritables outils de développement économique. L'État déportait massivement les paysans pour effectuer des travaux miniers ou de grands travaux d'infrastructures tels que la constructions de routes, de canaux ou de voies ferrées.

La répartition du premier plan quinquennal¹ mit à l'ordre du jour les questions de répartition de la main-d'œuvre et d'exploitation de régions inhospitalières mais riches en ressources naturelles. Dans cette optique, la main-d'œuvre pénale jusqu'alors inutilisée pouvait devenir, à condition d'être bien exploitée, une véritable richesse dont le contrôle et la gestion seraient source de revenu, d'influence et de pouvoir. Les dirigeants de la Guépéou [...], soutenus par Staline, étaient bien conscients de l'enjeu. [...] C'est dans ce contexte que germa l'idée de la « dékoulakisation », c'est-à-dire la déportation en masse de tous les prétendus paysans aisés, les koulaks, qui ne pouvaient, considérait-on dans les milieux officiels, que s'opposer violemment à la collectivisation².

A l'été 1930, la Guépéou avait mis en place un vaste réseau de ces camps. [...] Plus de quarante mille détenus construisaient la route Kem-Oukhta et assuraient la majeure partie de la production de bois exportée depuis le port d'Arkhangelsk. Le groupe des camps du nord comptant environ quarante mille détenus, s'activait à la construction d'une voie de chemin de fer de trois cents kilomètres³.

L'esclavagisme se développa également en Chine, avec le laogai – le goulag chinois –, dans des proportions qui dépassent l'entendement. Le Vietnam d'Hô Chi Minh multiplia lui aussi les camps de travail⁴, ainsi que bien d'autres pays soumis à *la dictature du prolétariat*. L'esclavagisme est la conséquence nécessaire de la philosophie matérialiste de Marx. L'homme en tant que personne n'a d'intérêt que pour servir, par son travail social, le grand tout de l'humanité qui progresse et s'auto-crée. Et si l'esclavage est avant tout une faillite morale, sa systématisation par l'État lui-même, à des fins économiques, est la marque de la plus atroce des dictatures.

¹ — Le premier plan quinquennal est le programme économique d'industrialisation et de collectivisation productivistes lancé en 1928 par Staline.

² — Nicolas WERTH dans *Le livre noir du communisme*, p. 161.

³ — Pour des informations chiffrées, voir Nicolas WERTH, *ibid.*, p. 169.

⁴ — Jean-Louis MARGOLIN dans *Le livre noir du communisme*, p. 624.

• *Bilan du premier plan quinquennal :*

A la fin du premier plan quinquennal, les objectifs de collectivisation étaient atteints :

Fin 1934, neuf dixième des terres ensemencées d'URSS dépendaient des deux cent quarante mille fermes collectives qui avaient remplacé les quelque vingt millions de fermes familiales existant en 1929 ¹.

Staline avait réorganisé le monde agricole selon ses objectifs, mais, en lieu et place du paradis promis, esclavage, misère, famines et terreur devinrent le quotidien des populations.

A propos de la famine de 1933, le dernier ouvrage universitaire russe sur la démographie de l'époque révèle un excédent de huit millions de décès en 1933 par rapport à 1934. Si nous y ajoutons d'autres victimes de la collectivisation, nous atteignons aujourd'hui un minimum d'une dizaine de millions de victimes, au cours de cette phase antérieure à 1937. [...] A ces morts, il convient d'ajouter les millions de gens qui passèrent de longues années à travailler comme des esclaves ².

Un autre historien remarque :

Pendant qu'en cette année 1933 des millions de paysans mouraient de faim, le gouvernement soviétique continuait d'exporter à l'étranger dix-huit millions de quintaux de blé pour « les besoins de l'industrialisation ». [...] Près de quarante millions de personnes furent touchés par la famine ou la disette. [...] Pour l'année 1933 [...], on peut valablement estimer à six millions de victimes environ le bilan de cette tragédie ³.

Si les évaluations chiffrées varient d'un historien à un autre, l'ordre de grandeur est effrayant.

En certains lieux (notamment en Ukraine et dans le Kouban), la famine fut intentionnellement utilisée pour décimer des populations hostiles au communisme ⁴. On parle à ce sujet d'*Holodomor*, ce qui signifie « tuer par la faim ». Ces famines poussèrent parfois les populations au cannibalisme ⁵ et même, en Chine, à un cannibalisme organisé, où les parents échangeaient

1 — Robert CONQUEST, *Sanglantes moissons*, p. 198.

2 — Robert CONQUEST, *ibid.*, p. III.

3 — Nicolas Werth, *Le livre noir du communisme*, p. 185.

4 — Au sujet de la grande famine de 1921-22, Nicolas WERTH écrit : « Alliée "objective" du régime, arme absolue de pacification, la famine servit [...] de prétexte aux bolcheviks pour frapper un coup décisif contre l'église orthodoxe et l'intelligentsia qui s'étaient mobilisées pour lutter contre ce fléau. » (dans *Le livre noir du communisme*, p. 124). N. Werth cite également un ami de Lénine qui rappelait ses pensées au sujet de la famine : « En détruisant l'économie paysanne attardée, la famine, expliquait-il, nous rapproche objectivement de notre but final, le socialisme, étape immédiatement postérieure au capitalisme. » (p. 140).

5 — Comme dans le Henan (au centre-est de la Chine), en 1942-43 (voir J-L MARGOLIN, *Le livre noir du communisme*, p. 510).

leurs enfants pour ne pas tuer et dévorer leur propre progéniture ¹. Quelle autre idéologie politique a poussé les populations à de telles extrémités ?

Conclusion

Le jugement est sans appel. Les principes marxistes mènent au chaos. La négation du droit de propriété privée est aussi antinaturelle qu'absurde. Qui travaillerait sérieusement en renonçant aux fruits de son travail ?

Contre Platon, Aristote avait définitivement compris que si l'on prive le travail de la satisfaction qui lui vient du stimulant qu'est la propriété privée, il ne reste pas d'autre recours pour la production de biens – qui est toujours pénible – que le travail forcé. Les raisons d'Aristote sont fondées sur la psychologie de la nature humaine, qui montre une stabilité de comportement défiant les prévisions les plus optimistes de n'importe quelle utopie. L'homme travaille soit pour acquérir la richesse, soit par crainte de la punition. En supprimant la propriété privée, ce stimulant naturel du travail, la société communiste établit logiquement le travail forcé. Dans une société où il est privé de vie religieuse et de vie politique et condamné au travail forcé, quelle est la condition de l'homme : divine, humaine, animale ou infra-animale ? La réponse s'impose d'elle-même ².

Dans cette histoire, la grande surprise n'est pas l'échec du communisme – on aurait pu le prévoir sans risque –, mais l'acharnement avec lequel les idéologues marxistes s'entêtèrent à répéter aux quatre coins du monde une expérience collectiviste qui avait déjà porté de tels fruits de mort. C'est que la racine du communisme n'est pas économique ou sociale, mais religieuse. Au Dieu spirituel, pur amour, qu'adorent les chrétiens, Marx a voulu opposer l'adoration d'une matière qui s'auto-crée, s'auto-organise et s'auto-divinise dans la lutte et la contradiction. Son système s'est imposé parce que l'homme, même révolté contre Dieu, reste un animal religieux. On voit que le fond du problème est religieux.

La réaction que nous devons opposer à la pénétration communiste dans nos pays ne peut donc pas se situer sur une échelle horizontale. Nous ne pouvons pas lutter contre cette idéologie matérialiste en faisant un simple décalage à droite. Le capitalisme libéral n'est certainement pas la réponse au communisme. Il en est même le précurseur et, dans une certaine mesure, la cause :

¹ — J-L MARGOLIN, *Le livre noir du communisme*, p. 536.

² — Abbé Julio MEINVIELLE, *Le communisme dans la révolution antichrétienne*, p. 59.

Le communisme étant l'étape ultime de la Révolution antichrétienne, comment veut-on l'attaquer efficacement au moyen d'une étape antérieure du même processus ? [...] Comment veut-on barrer la route à l'athéisme avec le laïcisme ? Ou à la démocratie populaire avec la démocratie libérale ? Comment veut-on barrer la route à une armée mondiale de masses semi-affamées avec les « merveilles » du capitalisme libéral qui a produit une telle inégalité dans l'économie mondiale ¹ ?

Il ne faut donc pas « horizontaliser » notre combat en partant à droite, mais le « verticaliser » en s'élevant vers Dieu. Il faut opposer les principes d'économie catholique aux principes marxistes ; la doctrine sociale de l'Église (qui a fait ses preuves, dans la chrétienté médiévale et même à l'époque contemporaine) aux mirages marxistes ; la théologie de l'histoire au matérialisme historique ; l'homme doué d'une âme immortelle à la matière pensante ; le travail comme moyen et non comme fin, l'esprit de concorde et l'amour de nos ennemis à la lutte des classes et à la provocation des antagonismes.

Holodomor en Ukraine (1932-1933)

¹ — Abbé Julio MEINVIELLE, *ibid.*, p. 66.

LE SEL DE LA TERRE

Donner le goût de la sagesse chrétienne

*Revue trimestrielle
de formation catholique*



Maintenir et conserver la saveur du sel de la doctrine quand tout autour devient insipide par la suite de l'abandon de Dieu, c'est le défi que la revue s'impose par son nom même. Le *Sel de la terre* vous offre tous les trois mois des articles simples, diversifiés, adaptés et d'une sûreté doctrinale éprouvée afin de nourrir votre vie spirituelle.

- **Simple**, le *Sel de la terre* ne requiert de ses lecteurs **aucun niveau spécial de connaissance** ; il s'adresse à tout catholique qui veut approfondir sa foi.
- **Diversifié**, le *Sel de la terre* propose à tous une **formation catholique vraiment complète** : études doctrinales et apologétiques, spiritualité et Écriture sainte, histoire et arts de la civilisation chrétienne viennent tour à tour nourrir votre intelligence.
- **Adapté**, le *Sel de la terre* présente les vérités religieuses **les plus utiles** à notre temps et dénonce les erreurs qui menacent aujourd'hui les intelligences.
- **Traditionnel**, le *Sel de la terre* est publié sous la responsabilité d'une communauté dominicaine qui se place **sous le patronage de saint Thomas d'Aquin**, pour la sûreté de la doctrine et la clarté de l'expression.

Cet article vous a plu ?

Vous pouvez :

[Vous
abonner](#)

[Découvrir
notre site](#)

[Faire
un don](#)

Trouvez plus de 1000 articles en accès libre !